



CONFERENCE OF INGOs
OF THE COUNCIL OF EUROPE

CONFERENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE

CONF/PRES/SPEECH(2015)05

Discours de la Présidente, Anna Rurka, au débat sur 'développer la participation active des citoyens par un partenariat avec la société civile', à la 29ème session du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 20 octobre 2015

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer pour la première fois devant vous aujourd'hui. Je félicite Monsieur Raymond SVENSSON pour son rapport et pour les propositions concrètes qui permettent de rendre le Code de bonne pratique plus accessible et opérationnel.

Je voudrais évoquer devant vous aujourd'hui la manière dont la Conférence des OING se saisit de la participation civile au processus décisionnel et de la citoyenneté active dans le contexte de la crise humanitaire que nous vivons aujourd'hui. Cette crise est provoquée par les guerres, mais aussi par les changements climatiques qui mettent en péril les droits de l'Homme. A ce sujet, notre commission Démocratie, cohésion et enjeux mondiaux propose un agenda commun sur cette question, en mettant l'accent sur les grandes métropoles.

La participation civile au processus décisionnel constitue une des priorités du nouveau Plan d'action de la Conférence des OING adopté en juin dernier. Nous allons nous centrer sur l'effectivité de cette participation, de la manière dont elle est vécue et pratiquée par les ONG afin d'apprécier comment la Conférence peut contribuer au développement du pouvoir d'agir des ONG à l'échelle nationale et locale. Les premières visites auront lieu à Chisinau: du 9 au 12 novembre et à Sofia du 23 au 25 Novembre 2015. Notre rapport sera public et sera discuté avec les délégations diplomatiques des pays concernés en janvier 2016.

Je tiens à vous remercier d'accorder autant d'importance au Code de bonne pratique pour la participation civile au processus décisionnel, je voudrais vous rassurer qu'il va également être mobilisé durant ces visites dans des pays.

Les modèles de gouvernance changent et la société civile organisée aussi. Pour que le Code soit un outil pertinent, il faut qu'il soit palpable à ceux qui l'utilisent. Il doit surtout prendre en compte un faible niveau de participation, qui malheureusement existe encore, et viser une gouvernance basée sur la codécision ou sur la délégation du pouvoir qui, malheureusement, reste souvent encore un idéal.

La force d'une ONG est dans la qualité de la pensée qu'elle produit et dans la pertinence de son action par rapport aux missions qui sont les siennes. Pour cela, les ONG ont besoin d'un environnement favorable au développement de leurs actions et vos institutions constituent leur environnement le plus proche. Il est donc primordial que l'implémentation du Code de bonne pratique reçoit tout votre soutien.

Ce dernier temps, nous avons tous été, Mesdames, Messieurs, témoins et acteurs d'une grande mobilisation citoyenne pour accueillir les migrants. Certains citoyens se sont mobilisés dans la colère, face à l'inertie des autorités publiques, certains dans la

bienveillance, fondement de la solidarité. Vous savez combien il est important de rendre nos villes et villages accueillants pour qu'ils deviennent de véritables lieux de cohabitation. L'immigration dans les centres urbains implique de plus en plus de la mixité, mais une mixité qui doit être réfléchie au préalable. L'interculturalité se produit dans des associations, dans des centres sociaux et culturels, dans les clubs de quartier, mais aussi dans des restaurants et dans des magasins, dans le transport communal, dans tous ces lieux qui touchent à la vie ordinaire d'un individu et qui sont d'une importance primordiale pour le bien-être de la population.

Il est donc important de s'intéresser à la manière dont ces lieux sont perçus et vécus par les différents acteurs urbains, étrangers mais aussi autochtones.

Je sais que vous êtes tous engagés pour rendre ces lieux les plus adéquats aux besoins de la population. Sans vos efforts, la citoyenneté active ne serait pas possible. Une citoyenneté active, qui ne marginalise pas, doit être impulsée par les élus et s'inscrire dans une politique de service public. Les ONG construisent des ponts entre les citoyens et les autorités publiques. Elles vont donc vous aider à rendre vos villes et régions plus accueillant aux migrants, elles sont déjà les premiers « architectes » de cette solidarité. Voilà un beau chantier d'un « leadership participatif » que Monsieur SVENSSON évoque dans son rapport. C'est aussi une voie pour conquérir la confiance de vos citoyens, aussi ceux qui viennent d'arriver sur vos territoires. Et si vous le souhaitez, la Conférence des OING agit à l'échelle locale en proposant un outil de dialogue interculturel. L'outil a déjà montré son efficacité dans plusieurs villes, comme Jarwa en Suède, et Kairouan en Tunisie. Chacun peut utiliser cet outil. Notre coordinateur sera disponible pour répondre à vos questions. A travers cela, nous voulons montrer qu'il est important d'aller au-delà des recommandations politiques pour élaborer et mettre en œuvre des solutions fondées sur l'approche multipartite. Dans ce domaine, il nous semble important de transmettre ce savoir-action à tous, les ONG mais aussi les agents de service public afin que l'interculturalité soit une ressource et non pas un obstacle.

La question de dialogue interconvictionnel est aussi un champ que la Conférence met en pratique auprès des acteurs locaux. Nos deux commissions thématiques: Droits de l'Homme et Education et Culture, ainsi que les ONG partenaires ont mis en place une formation au dialogue et aux pratiques interconvictionnelles. Cette formation s'adresse aux ONG, aux directeurs d'instituts de formation, aux enseignants, aux animateurs de la jeunesse...). La première édition a eu lieu au début du mois d'octobre à Strasbourg.

Nos enfants vont vivre dans un monde autre de celui dans lequel nous vivons actuellement, ils vont l'éprouver différemment. Chacun de nous a une responsabilité pour préparer ces nouvelles générations aux défis futurs, qui dit les défis futurs, dit aussi une part d'incertitude. A ce titre, je tiens à souligner que l'éducation est une prise de risque et non pas une gestion des risques. Le fait qu'on ne transmette pas une image négative des migrants à nos enfants, me semble une base pour construire un monde meilleur.

Je vous remercie de votre attention

Anna Rurka